

« La réforme APE (aide à la promotion de l'emploi) est complètement compromise. »

Éliane TILLIEUX

3 Le cdH a « répudié » le PS dans trois gouvernements : en Wallonie, à Bruxelles et en « Fédé » Wallonie-Bruxelles.

Après la rupture, le PS a des craintes pour certains dossiers :

Les dossiers suspendus à la crise

Les majorités sont flinguées dans trois gouvernements. Quels sont les dossiers mis en péril par la crise, selon le (toujours) partenaire PS ?

● **Pascale SERRET**

On pourrait parler de la théorie du chaos et de l'effet papillon pour évoquer les conséquences de la rupture de majorité décidée par le cdH. Mais ce serait peut-être exagéré. La preuve : des gouvernements se tiennent malgré tout. Certes, par voie électronique. Mais des dossiers qui n'attendaient plus qu'un point final sont bouclés. D'autres, par contre... Le point dans les trois gouvernements concernés.

1. Au gouvernement wallon : le non-marchand, les APE... Soulagement pour la ministre de l'Emploi Éliane Tillieux (PS) : les arrêtés d'exécution de son nouveau dispositif des aides à l'emploi sont passés hier en 3^e lecture au gouvernement wallon. Il pourra entrer en vigueur le 1^{er} juillet. « *Ce sont des dizaines de milliers de personnes et plusieurs centaines d'entreprises qui sont concernées au premier chef* », rappelle-t-elle. Par contre,

c'est compromis pour le décret APE (aide à la promotion de l'emploi) qui concerne plus de 40 000 travailleurs et plus de 4 000 employeurs. Et les négociations pour le secteur du non-marchand sont au minimum « hypothéquées ». Mais pas à l'arrêt, comme à la Fédération.

D'autres dossiers bien avancés sont en attente : les travaux sur la gouvernance dans les pouvoirs locaux et les structures pararégionales, la suppression de la fameuse redevance-TV, la réforme fiscale, le suivi de Caterpillar, etc. Et parmi les gros chantiers pour lesquels il reste du boulot, il y a les allocations familiales et l'assurance autonomie. Pas d'accord pour l'instant.

Par contre, le gouvernement d'hier a permis d'assurer le suivi du dossier Durobor, soutenu par le ministre Marcourt (PS) : avec la Sogepa, le gouvernement amène près de 13 millions en prime à l'investissement, prêt et prise de participation mais pour l'instant rejeté par les travailleurs (voir page 8).

2. Au gouvernement de la Fédération : le « non-marchand » à l'arrêt Deux réunions avec les syndicats du non-marchand, le 27 juin et le 10 juillet, viennent d'être annulées. Fureur syndicale... (lire ci-dessous). Des enveloppes avaient été dégagées

pour 2017 et 2018, pour améliorer les salaires dans l'accueil de la petite enfance, le secteur culturel ou encore l'aide à la jeunesse. Les travailleurs du non-marchand avaient à plusieurs reprises manifesté pour décrocher ces négociations. Las. La situation actuelle ne permettrait plus de négocier un nouvel accord social.

Reste à voir ce qu'il adviendra des cours d'éducation à la citoyenneté en secondaire et de l'engagement de personnel supplémentaire en maternelle (Pacte d'excellence), même si un blocage serait surprenant. Et chez Rudy Demotte (PS), on dit vouloir préparer une transition constructive. Le plus possible. Un gouvernement électronique se tenait hier.

3. Au gouvernement bruxellois : l'aide aux Communes, le survol... Idem chez le ministre-président bruxellois Rudi Vervoort : on positive tant bien que mal. « *Malgré la tempête politique à laquelle nous assistons, nous travaillons pour les Bruxellois. Donc, il est important que nous poursuivions nos engagements* », rapporte sa porte-parole. Mais, pour le PS, des dossiers emblématiques sont désormais menacés : la dotation générale aux Communes, les dossiers liés à la sécurité, aux allocations, aux nouveaux quartiers ou encore au survol de Bruxelles. ■

VITE DIT**Maingain-Lutgen : ils se voient ce samedi**

Benoît Lutgen a repris contact avec Olivier Maingain. On se souvient que, il y a trois jours, le président de DéFI était assez mécontent de se voir imposer un

agenda de rencontre. Mardi, il avait refusé l'invitation « sans concertation » du président du cdH à le rencontrer le lendemain, juste après le président du MR Olivier Chastel. « *Vu sa communication sans concertation, il attendra* », avait lâché Olivier Maingain. Lutgen n'aura pas

à attendre longtemps. Une nouvelle date a été fixée : Maingain et Lutgen se rencontreront ce samedi 24 juin à 10 h 30 à Bruxelles.

Parlement wallon : une semaine « normale »

Cette semaine, tous les travaux du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles avaient été supprimés, pour

cause de crise politique inédite. Ce sera différent la semaine prochaine qui doit être consacrée aux travaux du Parlement wallon. Il a été décidé que tous les travaux se tiendraient normalement, commissions comme séance plénière. Et l'ajustement budgétaire devrait être voté, lui aussi.

La CGSP prévient : « Si on annule tout... »

Tant côté patronal que syndical, on ne rit pas du tout face à la rupture de majorité PS-cdH.

Les entreprises wallonnes ont besoin d'un gouvernement régional attractif et stable, relève jeudi la Chambre wallonne de commerce et d'industrie (CCI Wallonie). Qui considère que l'image de marque du pays en prend un coup et redoute « *le court-termisme politicien* ». « *La Wallonie et ses entreprises ont be-*

soin de perspectives à moyen et long termes dépassant le stade de la législature de cinq ans », explique la CCI wallonne.

La CGSP embraie et craint qu'une série de dossiers soient suspendus en raison de la crise. Et menace d'entamer des actions.

La situation politique révolte aussi le syndicat socialiste CGSP-Amio, qui craint un report de différents dossiers.

La CGSP-Amio exige aussi

que soient achevées différentes négociations entre syndicats et gouvernements, notamment celles autour de la réforme des Institutions publiques de protection de la jeunesse (IPPJ) en Communauté française.

En dépit des discussions politiques en cours, le syndicat appelle à la reprise « *immédiate* » du dialogue social. « *À défaut, la CGSP entamera des actions* », menace-t-elle. ■

Écolo : reçu cinq sur cinq

Les deux coprésidents d'Écolo ont donc rencontré Benoît Lutgen hier matin. Ambiance d'ouverture... Comme prévu, Patrick Dupriez et Zakia Khattabi n'ont voulu évoquer que leurs 17 points pour une « refondation démocratique » (nos précédentes éditions).

« *Nous voulons engager des solutions avec tout le monde à cet égard* », rappelle Patrick Dupriez. Ce qui signifie que, même si Lutgen et les deux Écolo ont convenu de se revoir, la coprésidence Écolo rencontrera séparé-

ment chacun des autres partis francophones avant de reprendre langue avec le cdH. « *Ils ont tous accusé réception de notre document. On ne peut qu'être heureusement surpris de l'accueil fait à nos propositions* », note Patrick Dupriez.

Certains ont, plus que d'autres, exprimé leur enthousiasme. Comme le président du PS Elio Di Rupo, qui l'a fait savoir dans un tweet évoquant les propositions Écolo : « *Je me réjouis de constater que nos approches se rejoignent sur de nombreux*

points ».

Il semble que Benoît Lutgen se soit lui aussi montré très partant pour un « *assainissement démocratique* », hier. Et ça fait l'affaire d'Écolo, qui veut profiter de ce contexte d'urgence pour bétonner rapidement un socle de mesures de gouvernance, d'éthique et de réorganisation des institutions. « *C'est vrai que c'est une opportunité. Sachant que ce n'est pas un but en soi quand on s'engage en politique. Mais sans ces fondations, on ne pourra rien construire* », conclut Patrick Dupriez. ■ **P.S.**